

57792-2026 - Licitación

Francia – Estudios de ingeniería – Diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95

OJ S 18/2026 27/01/2026

**Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal
Servicios**

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Correo electrónico: service-marches@epfif.fr

Naturaleza jurídica del comprador: Organismo de Derecho público bajo el control de una autoridad estatal

Actividad del poder adjudicador: Vivienda y servicios comunitarios

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: Diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95
Descripción: Conformément à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure formalisée en raison du motif suivant : - La valeur estimée du besoin est supérieure aux seuils européens. La procédure formalisée appliquée est la suivante : procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du code de la commande publique. La procédure fait l'objet d'une publication au bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), en application des dispositions des articles R. 2131-16 et -17 du Code de la commande publique. La nature des marchés publics est la suivante : marché de service au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique. Sauf stipulations contraires mentionnées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières, les marchés publics sont soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics suivants : marchés publics de prestations intellectuelles.

Identificador del procedimiento: 2b07270e-bd73-4809-93f0-9257352a9fa7

Identificador interno: DT202601

Tipo de procedimiento: Abierto

El procedimiento está acelerado: no

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 71335000 Estudios de ingeniería

Clasificación adicional (cpv): 71356000 Servicios técnicos, 71600000 Servicios de ensayo, análisis y consultoría técnicos, 71631300 Servicios de inspección técnica de edificios

2.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Información complementaria: Départements du 75, 78, 92 et 95.

2.1.4. Información general

Base jurídica:

Directiva 2014/24/UE

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Anuncio

Motivos de exclusión puramente nacionales:

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: Diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95

Descripción: L'objet des marchés publics est le suivant : Missions de diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95. Les prestations objet des présents marchés seront exécutées selon les conditions et selon les modalités prévues aux C. C.T.P et au C.C.A.P. Conformément aux articles L2125-1 et R2191-17 et suivants du Code de la commande publique, la présente consultation concerne la mise en place d'un accord-cadre « multi-attributaire (3 opérateurs économiques maximum) » à bons de commande. L'accord-cadre est traité à prix unitaires (article R2112-6 1°), sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R2162-1 et suivants d'une part, et R2162-13-14 d'autre part. En application de l'article R2112-6-1° du Code de la commande publique, les prix sont unitaires. Cet accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions suivantes : - Avec des montants minimaux différenciés dégressifs par attributaire ; - Avec un montant maximal de 700 000,00 Euros HT pour toute la durée du marché et commun à tous les attributaires. L'opérateur économique classé en 1ère position dans le cadre de la passation du marché se verra confier un volume financier minimum de commandes de 70 000 Euros HT pour toute la durée du marché ; L'opérateur économique classé en 2ème position dans le cadre de la passation du marché se verra confier un volume financier minimum de commandes de 42 000 Euros HT pour toute la durée du marché ; L'opérateur économique classé en 3ème position dans le cadre de la passation du marché se verra confier un volume financier minimum de commandes de 28 000 Euros HT pour toute la durée du marché ; Les prestations seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les bons de commande préciseront notamment la nature de la prestation à exécuter, le délai d'exécution et le lieu d'exécution.

Identificador interno: DT202601

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 71335000 Estudios de ingeniería

Clasificación adicional (cpv): 71356000 Servicios técnicos, 71600000 Servicios de ensayo, análisis y consultoría técnicos, 71631300 Servicios de inspección técnica de edificios

5.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Información complementaria: Départements du 75, 78, 92 et 95.

5.1.3. Duración estimada

Duración: 26 Meses

5.1.5. Valor

Valor máximo del acuerdo marco: 700 000,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

Información complementaria: MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

DES ENTREPRISE : Le dossier de consultation pourra être retiré gratuitement par les

candidats par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

(Mot clef DT202601). MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION : Cf.

article 4.3 du Règlement de Consultation (RC). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit

d'apporter, au plus tard le 23 février 2026, des modifications de détails au dossier de

consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans

pouvoir élever de quelconque réclamation à ce sujet. Le délai ci-dessus fixé sera décompté à

partir de la date de mise en ligne des documents modifiés. RENSEIGNEMENTS

COMPLEMENTAIRES EN COURS DE CONSULTATION : Cf. article 6 du RC. Pour obtenir

tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur

étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite sur la Plateforme des achats

de l'Etat (PLACE). Pour permettre au pouvoir adjudicateur de formuler une réponse en temps

utile, la demande devra parvenir au plus tard le 19 février 2026 à 12h00. Les demandes

jugées tardives n'engagent pas le pouvoir adjudicateur et ne peuvent avoir de conséquence

sur la validité de la procédure. SOUMISSIONNAIRES APPARTENANT A UN MEME

GROUPE : Les soumissionnaires appartenant à un même groupe et souhaitant remettre des

offres séparées, doivent transmettre les éléments suivants : - Une déclaration indiquant leurs

liens, - Un organigramme du groupe de sociétés auxquels ils appartiennent avec les

informations jugées utiles en fonction du secteur d'activité considéré (niveau de participation

financière, structure décisionnelle etc.). Ces éléments permettront au pouvoir adjudicateur de

déterminer si les soumissionnaires sont autonomes et indépendants. PRESENTATION DES

CANDIDATURES : Cf. PARTIE III du RC. Les candidats peuvent présenter leur candidature

sous les formes suivantes : - Candidature sous la forme individuelle. - Candidature sous forme

de groupement (solidaire ou conjoint). Toutefois, en application de l'article R. 2142-21-1° du

code de la commande publique, le présent règlement de consultation interdit aux candidats de

présenter pour le marché public visé par la présente consultation plusieurs candidatures en

agissant à la fois : - En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs

groupements. DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CANDIDATURE : Cf. Article 15.2 du

RC. Conformément à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, tout candidat à la

présente consultation doit produire à l'appui de sa candidature les documents suivants : - Une

déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion au

marché public ; - Déclaration de Candidatures (DECA), ou le DUME, ou les formulaires DC1 et

DC2 présentant les éléments suivants : o Capacités financières : - Déclaration sur le chiffre

d'affaires des trois dernières années ; - Part du chiffre d'affaires concernant les services objet du marché ; - Attestation d'assurance Responsabilité civile professionnelle avec indication de la Couverture d'assurance. o Capacités humaines et matérielles : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - La liste des moyens matériels disponibles permettant d'attester des capacités du soumissionnaire à réaliser les prestations du marché. o Capacités professionnelles : - Les références : Les candidats devront présenter au minimum 5 références dans le domaine du marché, au cours de 5 dernières années. Les références seront présentées sous la forme d'une fiche descriptive de synthèse (1 page) qui indiquera à minima les éléments suivants : . Le montant, . La date, . Le destinataire public ou privé. Si les candidats ne disposent pas de références ou de peu de références, ils devront prouver par tout moyen qu'ils possèdent la capacité à exécuter le marché (capacités techniques, professionnelles, certifications...). - Les qualifications : • Certification avec mention dans le domaine amiante prévue par l'arrêté de janvier 2020 pris en application des articles R.271-1 du code de la construction et de l'habitation et R.1334-23 du code de la santé publique pour le chef de chantier ou le chef d'équipe ; • Certification dans le domaine de l'amiante conformément à l'Arrêté du 24 décembre 2021, qui vient remplacer l'arrêté du 2 juillet 2018 annulé au 1er janvier 2022 par le conseil d'état définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ; • Attestation de compétences individuelle encadrement technique et opérateur sous-section 4 Les éventuels co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) doivent justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières et de leurs références. Ils doivent donc produire les mêmes documents que ceux qui sont exigés du candidat en ce qui concerne les pièces de la candidature. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat doit fournir une déclaration de sous-traitance (DC4) (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée et signée. DOCUMENTS A PRODUIRE POUR L'OFFRE : Cf. Article 17.1.2 du RC.

5.1.7. Contratación estratégica

Enfoque para reducir el impacto ambiental: Prevención y control de la contaminación

Objetivo social promovido: Oportunidades de empleo para desempleados de larga duración, personas desfavorecidas o personas con discapacidad

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Documento de contratación

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Critère 1 – Le mémoire technique, noté sur 50 points, et réparti comme suit : -

Sous-critère 1 : La compréhension des enjeux du marché par rapport aux prescriptions du CCTP : notée sur 13,5 points, - Sous-critère 2 : Modalités d'intervention et Fourniture de

rapports : notées sur 9 points, - Sous-critère 3 : modalités de validation des dossiers, remise des rapports et tableau de suivi : notées sur 10 points, - Sous-critère 4 : Conseils, analyse du

risque : notés sur 1,5 points, - Sous-critère 5 : Moyens techniques dans le cadre de l'expertise technique : notés sur 5 points, - Sous-critère 6 : mission de Survey dans immeubles bâtis :

notée sur 2 points, - Sous-critère 7 : La présentation de l'équipe en charge de la réalisation de la mission avec un organigramme, les CV des intervenants : notée sur 7 points, - Sous critère

8 : Les moyens matériels disponibles : notés sur 2 points.

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 50

Criterio:

Tipo: Precio

Descripción: Critère 2 - Le prix, au regard du DQE valant BPU, noté sur 50 points.

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (puntos, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 50

5.1.11. Pliegos de contratación

Lenguas en las que los pliegos de contratación están disponibles oficialmente: francés

Dirección de los pliegos de contratación: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública**Condiciones de presentación:**

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: No autorizada

Plazo de recepción de ofertas: 03/03/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Duración durante la cual la oferta debe permanecer válida: 180 Días

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Es necesario un acuerdo de confidencialidad: no

Facturación electrónica: Obligatoria

Se utilizarán pedidos electrónicos: no

Se utilizará el pago electrónico: no

Estructura financiera: MODALITES FINANCIERES : Le règlement des dépenses se fera par virement à 30 jours. Les prix sont révisables. Les modalités sont détaillées dans le CCAP. Le titulaire pourra présenter des demandes de paiement dans les conditions fixées au CCAP. Le titulaire pourra bénéficier d'une avance versée dans les conditions fixées au CCAP.

Financement du marché : Budget de fonctionnement sur fonds propres.

5.1.15. Técnicas**Acuerdo marco:**

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 3

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Administratif de Paris

Información sobre los plazos de revisión: En vertu des dispositions du Code de la justice administrative (L.551-1 et suivants), le candidat dispose d'un délai de 11 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la notification de la décision de rejet pour exercer un référé précontractuel devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. En vertu des dispositions du Code de justice administrative (L.551-13 et suivants), le candidat dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution pour exercer un référé contractuel devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. En vertu des dispositions du Code de la justice administrative (L.211-4 et R.421-4 à R.421-5), le candidat dispose d'un délai de 2 mois à compter du jour de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées pour exercer un recours contentieux devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. Ce

recours peut être assorti, le cas échéant, d'un référé-suspension exercé dans les conditions mentionnées à l'article L.521-1 du Code de justice administrative.

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Organización que recibe solicitudes de participación: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Organización que tramita ofertas: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Número de registro: 49512000800026

Dirección postal: 4-14 rue Ferrus

Localidad: PARIS

Código postal: 75014

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Punto de contacto: Direction des Achats Publics et des Moyens Généraux

Correo electrónico: service-marches@epfif.fr

Teléfono: 0140789090

Dirección de internet: <https://www.epfif.fr>

Terminal de intercambio de información (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Perfil de comprador: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Funciones de esta organización:

Comprador

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación

Organización que recibe solicitudes de participación

Organización que tramita ofertas

8.1. ORG-0002

Denominación oficial: Tribunal Administratif de Paris

Número de registro: 17750005500013

Dirección postal: 7 rue de Jouy

Localidad: Paris Cedex 04

Código postal: 75181

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Correo electrónico: greffe.ta-paris@juradm.fr

Teléfono: +33144594400

Dirección de internet: <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Funciones de esta organización:

Organización encargada de los procedimientos de recurso

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: f797b950-1476-4002-9a9f-ba78870a10e6 - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 16

Fecha de envío del anuncio: 26/01/2026 11:35:44 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 57792-2026

Número de la edición del DO S: 18/2026

Fecha de publicación: 27/01/2026